

BAPN en haar leden sluiten zich volledig aan bij de manifestatie van 6 november e.k., georganiseerd door het Gemeenschappelijk Vakbondsfront. Deze manifestatie wordt georganiseerd tegen het Regeerakkoord. Indien dit regeerakkoord tot uitvoering wordt gebracht, zal dit een groot risico betekenen voor de bevolking in het algemeen, en in het bijzonder voor mensen in armoede.

DAAROM KOMEN WE OP STRAAT op 6 november, om de regering duidelijk te maken dat ze een verkeerde weg neemt !

Hieronder vindt u het persbericht van het Gemeenschappelijk Vakbondsfront.

Déclaration du front commun syndical FGTB/CSC/CGSLB.

mercredi, 15 octobre 2014

« Un gouvernement sourd pour les travailleurs et les bénéficiaires d'allocations sociales, mais généreux pour les employeurs et les nantis »

Contexte

- 16 juin 2014: 14 priorités des syndicats à l'intention des négociateurs gouvernementaux et nouveaux parlementaires
- 11 septembre 2014: 4 lignes de force communes à l'intention du nouveau gouvernement
 1. sauvegarder et renforcer le pouvoir d'achat
 2. maintenir une sécurité sociale fédérale et forte
 3. investir dans une relance durable et dans l'emploi
 4. davantage de justice fiscale
- 11 octobre 2014: coalition Monaco

Première évaluation

- une coalition qui reste sourde face aux préoccupations des travailleurs et des bénéficiaires d'allocations sociales, qui obéit au doigt et à l'œil aux souhaits des employeurs, des nantis et des investisseurs
- donc une politique gouvernementale qui n'est pas seulement foncièrement injuste, mais aussi nuisible pour la croissance et l'emploi
cf. analyse de chacune de nos priorités ([11 septembre 2014](#))

I. Sauvegarder et renforcer le pouvoir d'achat

1. Une marge pour des négociations salariales libres

- 2 années de modération salariale supplémentaire (blocage salarial ?)
- prolongation éventuelle après 2 ans
- renforcement de la norme salariale : contrôle renforcé et corrections obligatoires en cas de dépassement

- élargir la norme salariale aux entreprises publiques
- menace de remplacer les barèmes liés à l'expérience par un système individualisé lié à la productivité et à la compétence

2. maintien intégral de l'indexation automatique des salaires et des allocations

- saut d'index 2%
- menace d'une nouvelle intervention dans le mécanisme de l'indexation automatique
- augmentations de prix qui ne seront pas reprises dans l'indice santé : augmentation des accises sur le diesel et le tabac

3. utilisation de l'intégralité du budget pour la liaison au bien-être des revenus de remplacement

- diminution du budget pour le volet salarié de 16% (= 95 millions) => moins de moyens pour l'augmentation des minima (pas pour les minima de indépendants !) et des autres allocations
- liaison au bien-être en grande partie annulée par le saut d'index de 2% sur les allocations sociales
- conversion de l'augmentation des allocations en baisse du précompte professionnel: quid pour allocations sociales sans précompte professionnel?

II. Une sécurité sociale fédérale forte

1. Véritable protection en cas de chômage, maladie/accident

- saut d'index de 2% et moins de liaison au bien-être (cf. plus haut)
- nouvelle limitation des allocations d'insertion pour les jeunes ayant quitté l'école: pour les jeunes ayant quitté l'école avant 21 ans et non-qualifiés et pour ceux qui font leur entrée sur le marché du travail après 25 ans
- obligation d'accepter du travail en dehors du rayon des 60 km de son domicile
- service d'intérêt général obligatoire (travail forcé) pour les chômeurs de longue durée et les personnes bénéficiant du revenu d'intégration
- 7.1% d'allocations en moins pour ceux qui deviennent chômeurs temporaires (65% du salaire au lieu de 70%)
- trajet de réinsertion obligatoire dans les 3 mois pour les malades (activation)
- lourde attaque contre les temps partiels avec AGR

2. Véritable protection en cas de pension

- âge légal de la pension 67 ans en 2030, puis nouvelle augmentation liée notamment à l'espérance de vie
- saut d'index de 2%
- moins d'argent pour la liaison au bien-être des pensions (95 millions de budget en moins)
- moins d'assimilations en cas de chômage et crédit-temps de fin de carrière + suppression de l'assimilation pour le crédit-temps non-motivé

- nouveau détricotage des droits dérivés: pension de survie, pension « divorce », pension taux ménage
- suppression bonus pension
- interventions supplémentaires sur les pensions de fonctionnaires

3. Suffisamment de moyens pour les soins de santé

- norme de croissance de 3 à 1,5% au-delà de l'index (plus de 2 milliards d'économies !)
- pas de budget pour des améliorations pour le personnel
- penser que c'est possible sans toucher au personnel ni aux patients = irréaliste

4. Financement bétonné de la sécurité sociale (prolongation dotation d'équilibre)

- prolongation dotation d'équilibre (provisoirement)
- mais évaluation annoncée
- et économies annoncées à concurrence de 5,6 milliards

5. Minima plus élevés, supérieurs à la norme de pauvreté européenne

- saut d'index de 2%
- moins de budget pour la liaison au bien-être (16% de moins = 95 millions d'euros) et manifestement pas non plus de budgets supplémentaires à côté de la liaison au bien-être, sauf pour le statut social des indépendants

6. Garantie des possibilités de sortie anticipée

- âge pour le RCC (ancienne prépension) augmente de 2 à 4 ans: on passe à 62 ans dans le régime général et à 60 ans dans les régimes dérogatoires
- accès à la pension anticipée à 63 ans en règle générale et conditions de carrière + 2 ans
- crédit-temps de fin de carrière retardé de 5 ans (de 55 à 60 ans) ou 10 ans plus tard (pour les exceptions de 50 ans à 60 ans)

III. Investir dans la relance durable et dans l'emploi

1. Une véritable politique d'investissements et d'infrastructure avec, comme priorité, l'infrastructure publique

- on n'en retrouve aucune trace
- au contraire : mesures d'économies partout sur le personnel, les moyens de fonctionnement et les investissements (cf. 2,1 milliard euro à SNCB)
- surtout des nombreuses amorces pour davantage de privatisation

2. Lutte contre le chômage, en ce compris une garantie d'emploi pour les chômeurs de longue durée qui risquent de perdre leur allocation (pas d'emploi forcé et pas de politique d'exclusion)

- maintien de la limitation dans la durée (3 ans ou 5 ans) des allocations d'insertion
- pas de garantie d'emploi pour ceux qui risquent de perdre leur allocation
- travailler plus longtemps n'engendre pas automatiquement un chômage des jeunes plus élevé dans un marché du travail dynamique mais bien dans un marché du travail peu dynamique (cf. centre de connaissance universitaire flamand Steunpunt WSE)

3. Davantage d'emplois de qualité dans le secteur privé et public

- diminution du pouvoir d'achat et spirale déflationniste qui risque de s'ensuivre : mortel pour l'emploi et la croissance
- démantèlement de l'emploi dans la fonction publique
- réduction de la qualité de l'emploi : plus de flexibilité du temps de travail, plus d'heures supplémentaires, plus de travail à temps partiel, moins de pouvoir d'achat

4. Une traject budgétaire qui ne tue pas la croissance et l'emploi

- 11 à 12 milliards de nouveaux efforts dont 72% de nouvelles économies
- des moyens importants (plus de 3,5 milliards) gaspillés dans des réductions du coût du travail les moins efficaces , sans aucune garantie d'emploi
- des mesures d'assainissement très néfastes pour l'emploi

5. Un combat renforcé contre le dumping social

- très peu de nouvelles initiatives
- dans le meilleur des cas, élargissement de la responsabilité solidaire (éventuellement) à d'autres secteurs au contraire, nouvelle atteinte à la capacité de contrôle suite à la mise sous pression des administrations
- accent mis sur la fraude chez les bénéficiaires d'allocations sociales au lieu de mettre l'accent sur la grande fraude commise par les entreprises

IV. Plus de justice fiscale

1. Garantie d'une connaissance transparente des différentes sources de revenus

- où sont les initiatives concrètes ?

2. Partage équilibré de la contribution des revenus du travail et des revenus de la fortune

- pas d'impôt sur les plus-values
- l'impôt supplémentaire sur les boni de liquidation (pour les PME, en cas de liquidation de leur société) est vidé de sa substance
- pas d'impôt sur les revenus locatifs réels
- mais : conclusion d'un pacte fiscal avec les entreprises

3. effort particulier des grosses fortunes

- pas d'impôt sur les grosses fortunes
- même pas d'amélioration au niveau de l'imposition des revenus de la fortune (cf. plus haut)

4. Tous les avantages qui sont octroyés aux entreprises doivent être conditionnés à la création d'emplois

- aucune avancée.
-

Verklaring gemeenschappelijk vakbondsfront (ABVV/ACV/ACLVB)

woensdag, 15 oktober 2014

“Regeerakkoord: doof voor werknemers, gul voor werkgevers en vermogenden”

Het regeerakkoord is doof voor de werknemers en de gerechtigden op sociale uitkeringen, maar gul voor werkgevers en vermogenden.

Vooraf

- 16 juni 2014: 14 prioriteiten van de vakbonden voor regeringsonderhandelaars en nieuwe parlementsleden
- 11 september 2014: 4 gemeenschappelijke krachtlijnen voor de toekomstige regering
 - 1. vrijwaring en versterking van de koopkracht
 - 2. zorg voor een sterke federale sociale zekerheid
 - 3. investeren in duurzame relance en werkgelegenheid
 - 4. meer fiscale rechtvaardigheid
- 11 oktober 2014: Monaco-coalitie treedt aan

Eerste evaluatie

Een coalitie die doof blijft voor de zorgen van werknemers en gerechtigden op sociale uitkeringen en die werkgevers, vermogenden en beleggers op hun wenken bedient, daardoor een regeringsbeleid dat niet enkel bijzonder onrechtvaardig is, maar tegelijk ook schadelijk voor groei en werkgelegenheid.

-> zie analyses voor elk van onze prioriteiten ([persconferentie van 11 september 2014](#)).

I. Vrijwaring en versterking van de koopkracht

1. Ruimte voor vrije loononderhandelingen

- 2 jaar bijkomende loonmatiging (loonblokkering?)
- na 2 jaar eventueel verlenging
- verstrenging loonnorm: scherper toezicht en verplichte correcties bij overschrijding
- uitbreiding loonnorm naar overheidsbedrijven
- dreiging met ingreep in ervaringsbarema's (in strijd met recent advies Hoge Raad voor Werkgelegenheid)

2. Volledige vrijwaring van de automatische indexering van lonen en uitkeringen

- indexsprong van 2%
- dreiging van een bijkomende ingreep in mechanisme automatische indexering
- prijsverhogingen die niet in gezondheidsindex belanden: hogere accijnzen op diesel en tabak

3. Inzet van het volledige budget voor de welvaartsvastheid van de vervangingsinkomens

- vermindering van budget voor het werknemersluik met 16% (= 95 miljoen), d.w.z. er is niet meer, maar minder, voor de verhoging van de minima (althans voor de minima in de sociale zekerheid van de werknemers)
- welvaartsvastheid voor belangrijk deel ongedaan gemaakt door indexsprong met 2% op sociale uitkeringen
- omzetting verhoging uitkeringen in lagere bedrijfsvoorheffing: wat voor de sociale uitkeringen zonder bedrijfsvoorheffing?

II. Zorg voor een sterke federale sociale zekerheid

1. Echte bescherming bij werkloosheid, ziekte/ongeval

- indexsprong van 2% en minder welvaartsvastheid (zie hoger)
- inschakelingsuitkeringen voor werkloze schoolverlaters verder ingeperkt: voor ongekwalificeerde schoolverlaters (voor hun 21) en voor wie instroomt na 25 jaar
- verplicht werk aannemen buiten de straal van 60 km van huis
- verplichte gemeenschapsdienst (dwangarbeid) voor langdurig werklozen en mensen met leefloon
- 7.1% minder uitkering voor wie tijdelijk werkloos wordt gesteld (65 in plaats van 70% van het loon)
- verplicht reïntegratietraject binnen de 3 maand voor zieken
- zware aanslag op deeltijdsen met inkomensgarantie-uitkering (IGU)

2. Echte bescherming bij pensioen

- wettelijke pensioenleeftijd naar 67 jaar in 2030 en nadien verdere verhoging door koppeling aan o.m. levensverwachting
- indexsprong van 2%
- minder geld voor welvaartsvastheid pensioenen (95 miljoen budget minder)
- minder gelijkstelling bij werkloosheid en geen gelijkstelling meer voor niet-gemotiveerd tijdskrediet verdere afbouw afgeleide rechten: overlevingspensioen, echtscheidingspensioen, gezinspensioen
- afschaffing pensioenbonus
- bijkomende ingrepen voor ambtenarenpensioenen

3. Voldoende middelen voor de gezondheidszorg

- groeinorm van 3 naar 1,5%, boven index
- geen budget voor verbeteringen voor personeel

- irrealistisch te denken dat dit kan zonder te raken aan personeel en patiënten

4. Sluitende financiering van de sociale zekerheid (verlenging evenwichtsdotatie)

- verlenging evenwichtsdotatie (vooralsnog)
- echter evaluatie aangekondigd

5. Hogere minimumuitkeringen, boven de Europese armoedenorm

- indexsprong van 2%
- minder budget voor welvaartsvastheid (16% minder = 95 miljoen euro voor de werknemers) en kennelijk ook geen extra-budgetten naast welvaartsvastheid, tenzij voor sociaal statuut zelfstandigen

6. Vrijwaring van de mogelijkheden voor vervroegde uittreding

- SWT (ex-brugpensioenen) schuift op met 2 à 4 jaar: naar 62 jaar in algemeen stelsel en naar 60 jaar in afwijkende stelsels
- vervroegd pensioen in regel naar 63 jaar en loopbaanvoorwaarden + 2 jaar
- landingsbanen pas 5 jaar later (van 55 naar 60 jaar) of 10 jaar (voor uitzonderingen van 50 jaar naar 60 jaar)

III. Investeren in duurzame relance en werkgelegenheid

1. Een echt investerings- en infrastructuurbeleid met als prioriteit de openbare infrastructuur

- nauwelijks een spoor van te zien
- integendeel besparingen alom op personeel, werkingsmiddelen en investeringen (zie o.m. 2,1 miljard bij NMBS)
- vooral veel aanzetten tot verdere privatisering

2. Strijd tegen de jeugdwerkloosheid, inz. sluitende jobgarantie voor de langdurig werklozen die hun uitkering dreigen te verliezen (geen gedwongen tewerkstelling en geen uitsluitingsbeleid)

- behoud beperking in duur (3 jaar of 5 jaar) van de inschakelingsuitkeringen
- verdere inperking van recht op inschakelingsuitkeringen
- geen sluitende jobgarantie voor wie zijn uitkering dreigt te verliezen
- langer werken van ouderen: leidt op een dynamische arbeidsmarkt niet automatisch tot hogere jeugdwerkloosheid, maar wel op een weinig dynamische arbeidsmarkt (cf. Steunpunt WSE)

3. Meer kwaliteitsvolle jobs in privé- en publieke sector

- daling koopkracht en deflatoire spiraal die daarop dreigt te volgen, knijpt groei en werkgelegenheid dood
- zware afbouw van de werkgelegenheid bij de overheid

- verslechterde kwaliteit van de jobs: meer arbeidstijdsflexibiliteit, meer overuren, meer deeltijdarbeid, minder koopkracht

4. Een budgettair traject dat de groei en werkgelegenheid niet doodknijpt

- kennelijk minder saneringen dan 20 miljard (11 à 12 miljard ?)
- waarvan een belangrijk deel echter wordt verspild aan de meest ondoelmatige lastenverlagingen voor de werkgevers vanuit het oogpunt van werkgelegenheid, zonder enige jobgarantie
- sanering wordt bovendien gezocht in maatregelen die meest schadelijk zijn voor de werkgelegenheid

5. Een opgevoerde strijd tegen sociale dumping

- nauwelijks enig nieuw initiatief
- in het beste geval: uitbreiding van hoofdelijke aansprakelijkheid (eventueel) naar andere sectoren
- integendeel verdere aantasting van de controle-capaciteit door afbouw van de collectieve diensten
- nadruk op kleine fraude bij gerechtigden op sociale uitkeringen i.p.v. grote fraude vanuit bedrijven.

IV. Meer fiscale rechtvaardigheid

1. Garantie op transparante kennis en inzage van de verschillende inkomstenbronnen

- het is zoeken naar concrete stappen in dit verband

2. Evenwichtig verdeelde bijdragen van inkomens uit arbeid en inkomens uit vermogen

- geen meerwaardebelasting
- uitholling, voor KMO's, van de extra-belasting op liquidatieboni bij vereffening van hun vennootschap
- geen belasting op reële huurinkomsten
- wel: afsluiting van een fiscaal pact met ondernemers

3. Bijzondere inspanning van de grote vermogens

- geen belasting op grote vermogens
- zelfs geen betere belasting van inkomens uit vermogen (zie hoger)

4. Alle voordelen die aan bedrijven worden toegekend, moeten afhankelijk zijn van de creatie van nieuwe banen

- op dit vlak geen enkele vooruitgang.

Actieplan van het gemeenschappelijk vakbondsfront

- 6 november 2014 grote nationale manifestatie
 - 24 november 2014 stakingsacties in de provincies Luik, Luxemburg, Limburg en Antwerpen
 - 1 december 2014 stakingsacties in de provincies Namen, Henegouwen, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen
 - 8 december 2014 stakingsacties in de provincies Vlaams-Brabant, Waals Brabant en Brussel
 - 15 december 2014 nationale staking
- Evaluatie